

AFRIQUES EN LUTTE !



Bulletin d'information
du groupe de travail
« Afriques » du NPA



Nouvelle formule

n°10 - novembre/décembre 2010

NPA

Prix libre

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Édito

Défendre la souveraineté alimentaire des peuples

En octobre dernier, l'IFPRI (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires) a sorti coup sur coup son rapport « Réduire la faim de moitié. Atteindre le premier objectif du Millénaire pour le développement par « une approche inhabituelle » » (sic !) puis son pendant « 2010 Indice de la Faim dans le Monde. Relever le Défi de la Faim, Objectif : Eradiquer la Sous-alimentation Infantile ». Selon cet institut, « les efforts visant à atteindre l'objectif de réduction de la faim se sont fortement écartés de leur voie et le monde s'éloigne de plus en plus de l'objectif fixé. » Par rapport aux pratiques de ces dix ans passés, la « réduction de l'extrême-pauvreté et de la faim » en 2015, comme le fixait le système des Nations Unies en 2000 pour 2015, ne sera pas atteinte... *A priori* ces constats confortent les militants de terrain qui ne cessent d'alerter sur la persistance de la faim dans le monde (où il est maintenant avéré que le milliard de personnes souffrant de ce fléau a été franchi en 2009) voire sur son aggravation en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, et même – ajoutons-nous – sur une insécurité alimentaire rampante, inhérente à des accaparements iniques de terres agricoles pour faire des agro-carburants, processus qui vont saigner des pans entiers des paysanneries et condamner les cultures vivrières.

La persistance de la faim dans le monde s'illustre particulièrement par la forte prévalence de la malnutrition infantile qui fait que 40% des enfants vivant en Afrique souffrent d'un retard de croissance. « *En Afrique sub-saharienne, les politiques gouvernementales peu efficaces, les conflits, l'instabilité politique et le fort taux de prévalence du VIH/SIDA sont à l'origine du taux de mortalité infantile élevé et de la sous-alimentation d'une large partie de la population.* » Les quelques pays (dont l'Angola et le Mozambique en Afrique) qui ont pu améliorer leur « indice de la faim » ont connu d'abord, et pour des raisons déterminées, un niveau relativement appréciable du Revenu national brut...



Les gouvernements devraient, selon l'institut, s'attaquer aux causes sous-jacentes de la sous-nutrition : insécurité alimentaire, manque d'accès aux centres de santé et à des soins de qualité, autant de facteurs exacerbés par la pauvreté et les inégalités, dont celles fondées sur le genre : « lutte contre les inégalités », glisse-t-il même dans le ton des naïves incantations du Système des Nations Unies, mais se ressaisit vite en disant qu'il faudrait aussi introduire davantage le privé et les économies émergentes dans ce processus de réduction de la faim...

En fait d'« approche inhabituelle » (re-sic !) il s'agirait, lisons-nous, de réformer le « système mondial de gouvernance ». L'IFPRI oublie que c'est aux pillages et exploitations capitalistes qu'il faut s'attaquer car ils impliquent pauvreté et insécurité alimentaire pour les dominés.

Pierre Sidy

S
O
M
M
A
I
R
E

• **En bref**

Les « Nègres » de Guerlain, l'UE au Togo

• **Politique, économie et société**

Algérie, Sénégal

Guinée, Cameroun, Madagascar

• **Luttes sociales-Mouvements sociaux**

Messages de solidarité

• **Dossier**

Paroles de militant-e-s africain-e-s

• **International**

Élections présidentielles au Brésil

Fraudes et épidémie à Haïti

• **Françafrique**

France-Cote d'Ivoire

• **Internationalisme**

Rencontre UNIR/PS (Burkina Faso) et NPA

• **Cultures**

A lire: « Bêtes sans patrie »

A écouter: « Case Rebelle »

• **Agenda**

16 janvier 2011 à Bruxelles: vérité, justice et réparation pour le peuple congolais

Du 6 au 11 février 2011 à Dakar: forum social mondial

Les « Nègres » de Guerlain

« Pour une fois je ne suis mis à travailler comme un nègre. Je ne sais pas si les nègres ont tellement travaillé, mais enfin... », parlant de la création du parfum Samsara, c'est ainsi que le parfumeur Jean-Paul Guerlain, s'est exprimé en direct, le 15 octobre 2010, lors du journal télévisé de 13 heures de France 2, devant une Elise Lucet, gloussant de complaisance. L'homme se serait excusé, par mail, de la portée de ses propos. Comme si cela suffisait. Comme si les Nègres devaient se contenter qu'on efface juste le crachat qu'on leur balance perpétuellement au visage sans qu'ils ne bronchent. Cette parole, profonde pensée, loin d'être un dérapage est une offense aux Nègres, en niant l'horreur de la traite négrière et de l'esclavage dont ils furent victimes par millions pendant quatre siècles.

Et pourtant, en 2002, la société Guerlain, a été condamnée par l'Inspection du Travail de Mayotte pour emploi illégal de travailleurs comoriens. Le fin « Nez », déclarait sur RFO, un brin fataliste : « On sait très bien qu'ici la main d'œuvre clandestine est un mal endémique »... Voir nécessaire pour le parfumeur. D'ailleurs l'industrie de la parfumerie de luxe, du cosmétique, est souvent épinglée pour exploitation de travailleurs dans des conditions particulièrement inhumaines. Par exemple, sous l'étiquette du Bio, se cache très souvent une réalité nauséabonde et pas très équitable, sauf bien sûr, pour les commanditaires dont beaucoup de marques françaises commanditant sur l'« éthique ». Quand au respect des travailleurs C'est une autre histoire.

Au moment même où le pouvoir colonial français exerce une répression syndicale en Guadeloupe, fait interdire l'expression du Kréyol au sein des tribunaux, le silence assourdissant des Elus après de tels propos démontre bien que le Nègre on s'en fout car qu'il n'existe pas politiquement ou tout juste pour servir la soupe. Mis à part Audrey Pulvar, qui avait déjà exprimé sa pensée, lors du « remaniement » de France Télévision, aucune réaction de nos intellectuels et élus nègres des dernières colonies. Ce larbinisme les conduisant même jusqu'à nous expliquer que « travailler comme un nègre » ce n'est qu'une expression courante dans la langue française et qu'il ne faut pas y prêter d'autres intentions tout en oubliant la seconde partie de la phrase qui relève de la négation de crime commis contre l'humanité qu'est l'esclavage. On peut aussi nous dire que c'est l'expression d'un seul individu. Et c'est justement là le problème ! Prononcée sur une chaîne publique, coutumière du fait, elle révèle, finalement que le colonialisme, le racialisme ce n'est pas fini, mais ca continue sous d'autres formes.



Manifestation devant la boutique Guerlain à Paris en novembre 2010

Mais le silence des politiques de gauche, ne parlons pas de la droite, est logique. LVMH étant l'employeur de certains cadres du PS, on comprend aisément que ceux-ci préfèrent se taire et

aller pleurer sur la tombe de Georges Frêche, sous peine de pointer à pôle emploi. Leur complicité en la matière il y a déjà longtemps qu'elle n'est plus à démontrer. Ils ont beau nous chanter les louanges de leur humanisme, il n'empêche que sous le même poil se cache la même bête.

Soyons sur qu'en 2012, la bande à Aubry saura nous solliciter, comme l'avait fait Madame Royal en son temps. Elle aussi, trouvera les mots, afin que nous lui offrions l'Elysée.

Et alors, il ne tiendra qu'aux Nègres de rappeler à ses messieurs-dames nostalgiques du bon vieux temps, que le bal (Nègre) c'est terminé. A bon entendeur, salut

Togo : élections truquées qui rapportent des milliards de F CFA

A quoi donc a pu servir la Mission d'observation des élections européennes (MOE) au Togo ? Cette dernière a relevé de nombreuses irrégularités lors des élections présidentielles de mars 2010 qui ont permis à Faure Gnassingbé de se maintenir au pouvoir : listes électorales non fiables et partisans, achat massif des consciences avec l'opération « le riz c'est mon Faure » vendu à 20% de sa valeur, distribution à travers le pays de micro-crédits non remboursables si Faure remportait les élections, centralisation des votes n'utilisant pas les moyens mis à disposition par l'Union européenne (UE), notamment les communications satellitaires ; sans compter l'intervention des forces de l'ordre au QG électoral de l'opposition qui a détruit toutes les preuves qu'elle avait amassé des fraudes commises lors du scrutin. L'ensemble de ces faits et bien d'autres, ont été mentionnés dans le rapport de la MOE, mais l'Union européenne a entériné les élections.

Désormais, les puissances impérialistes exportent des élections génétiquement modifiées non utilisables pour les démocraties occidentales, mais parfaites pour les pays africains, le but étant de faire passer des dictateurs pour des Présidents démocratiquement élus et ainsi continuer sans encombre un business lucratif pour leurs grandes entreprises. C'est ce qui s'est passé pour le Togo. Une fois la mascarade électorale avalisée, une fois Gnassingbé Faure déclaré fréquentable, l'habillage démocratique est installé, les affaires peuvent reprendre et les aides de l'UE se déverser sur le pays.

C'est ainsi que 7,9 milliard de CFA ont été versés au titre du mécanisme V-FLEX (Vulnérabilité Fluctuation des recettes d'Exportation) qui sert à pallier le ralentissement économique du fait de la crise mondiale. Des fonds qui, in fine, vont bénéficier aux plus grandes entreprises du Togo qui sont des filiales des grandes entreprises européennes. 23 milliard de FCFA distribués dans le cadre de l'ABG (programme d'Appui Budgétaire Général), somme qui va directement au Gouvernement togolais qui n'hésitera pas à faire des dépenses de prestiges, même si une partie revient à la France pour l'achat d'équipements pour la police et la gendarmerie et l'armée togolaise. 10 milliard donnés dans le cadre de l'ABRP (Appui Budgétaire de la Réduction de la Pauvreté) dont une grande partie pour le Food Facility, là encore jackpot pour les entreprises de l'agro alimentaire.

Au Togo comme au Gabon, en Mauritanie, au Congo-Brazzaville, etc., les élections servent souvent à maquiller les dictateurs en présidents « respectables » pour permettre les relations économiques avec ces pays, malgré les atteintes démocratiques.. Les dictatures africaines ont toujours bénéficié de la complicité active des gouvernements français successifs, elles viennent de gagner l'oreille complaisante de l'Union Européenne. Normal, puisque les deux sont au service des multinationales.

Algérie – Procès contre des « non-jeûneurs »: la société réagit au diktat des « moralisateurs »

Deux séries d'acquittement, mais une condamnation à deux ans de prison ferme : tel est le bilan de plusieurs procès retentissants qui ont lieu récemment en Algérie pour punir des personnes qui (aux yeux de ceux qui les faisaient poursuivre) avaient « enfreint des commandements de la religion ».

Dernier procès en date, celui qui s'est déroulé le 8 novembre 2010 à Akbou. Il s'agit d'une ville d'environ 50.000 habitant-e-s située en Kabylie, la région majoritairement habitée de Berbères qui se trouve à environ cent kilomètres à l'est de la capitale Alger. Huit personnes étaient accusées de s'être réfugiées, pendant le Ramadan – en août de cette année – dans un bâtiment neuf situé dans une zone industrielle pour y boire, fumer ou encore pour manger. Leur procès avait été initialement prévu pour le 6 septembre, puis reporté suite à une mobilisation massive des citoyens autour des accusés.

Initialement, c'est douze personnes qui avaient été interpellées, dont un propriétaire d'un restaurant accusé d'avoir grillé des brochettes en journée pendant le Ramadan. Mais plusieurs des interpellés, majoritairement jeunes, avaient été relaxés sans poursuites, à défaut de preuve. Le lieu de leur interpellation était d'ailleurs symbolique : il s'agit du village d'Ouzellaguen, l'endroit même où, en août et septembre 1956, avait lieu – dans la clandestinité et en pleine guerre coloniale – la conférence de délégués du Front de libération nationale (FLN) qui avait adopté la célèbre « charte de la Soummam », portant le nom de la rivière dans la vallée de laquelle se trouve ce village. La « charte » prévoyait, pour le temps quand l'Algérie serait libérée du joug colonial, l'instauration d'une République laïque, du pluralisme politique et religieux.

Quant aux accusés d'Akbou, ils ont tous été acquittés, le 8 novembre dernier. Leur procès avait de nouveau, comme début septembre, mobilisé de nombreux citoyens de la localité d'Akbou, mais aussi venus d'ailleurs (provoquant même un embouteillage routier) pour soutenir les accusés. Si certain-e-s des citoyen-e-s mobilisé-e-s appartiennent au « Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie » (MAK) – un mouvement berbère ethno-nationaliste



plutôt douteux voire droitier, qui voudrait tourner le dos « aux Arabes » pour se rapprocher de l'Europe – un grand nombre des présents appartenait à des courants progressistes. On y trouvait des militant-e-s du Parti socialiste des travailleurs (PST), d'un comité d'étudiant-e-s de l'université de Bejaïa (la capitale de la région), d'une association d'avocat-e-s, mais aussi de la Ligue algérienne des droits de l'Homme.

Les juges, quant à eux, ont considéré qu'« aucun article » de la loi algérienne ne permettait une condamnation des accusés. Les poursuites avaient engagées sur la base de l'article 144 du Code pénal du pays, qui sanctionne le « dénigrement contre l'islam ». Mais une pratique – ou la non-observation d'une certaine pratique – de la religion, à titre privé, ne tombe pas sous cette définition générale, selon l'interprétation du tribunal.

La même solution avait été adoptée aussi par les juges d'Ain el-Hammam, autre ville de Kabylie (environ 20.000 habitant-e-s), où deux ouvriers du bâtiment avaient été poursuivis. Ils étaient accusés de faits similaires, pour avoir bu de l'eau sur un chantier, le 12 août, quand la température était de 40 degrés. Au moins l'un d'eux, sinon les deux ouvriers sont de croyance chrétienne. La mobilisation pour soutenir les deux accusés, Salem Fellak (34 ans) et Hocine Hocini (47 ans), a aussi été massive. Elle impliquait même un sit-in à Paris, pas loin du consulat algérien, le 02 octobre, à trois jours de l'ouverture de leur procès. Une pétition de soutien a reçu de nombreuses signatures en Suisse francophone, où elle a été soutenue par des antiracistes, Verts et communistes. Alors que le procureur avait réclamé trois ans de prison sans sursis, les juges ont cependant prononcé un acquittement.

Bouchout Farès, âge de 27 ans, a au contraire été condamné à deux ans de prison sans sursis, à la mi-octobre à Oum el-Bouaghi. Cette ville est située à environ 500 km au sud-est d'Alger, mais en dehors de la Kabylie, dans une région arabophone. Le tribunal l'a aussi condamné à une amende d'environ 1.000 euros (cinq fois le salaire mensuel moyen en Algérie). Le jeune homme s'est trouvé dans un groupe de non-jeûneurs qui s'étaient cachés pour consommer eau ou nourriture pendant le Ramadan, mais avait été dénoncé à la police par des délateurs ; il avait été le seul qui ne pouvait pas prendre la fuite assez rapidement. Des avocats algériens ayant des sources au ministère de la Justice prétendent, cependant, qu'il sera probablement acquitté en appel. L'instance d'appel a été engagée.

Bertold de Ryon

Les confréries mourides au Sénégal: débats et prises de positions politiques et sociales

La Nouvelle alternative pour la solidarité, le rassemblement et l'unité (Nasru) est un nouveau parti qui vient de s'ajouter à la centaine déjà existante au Sénégal. Lancé par le guide religieux Serigne Moustapha Mbacké Gaiandé Fatma (de la confrérie mouride), Nasru a eu sa première sortie politique à l'occasion d'une conférence organisée au Cices (Dakar) en juin 2008. Ce parti a pour objectif de « faire la politique autrement », en faisant comprendre à Abdoulaye Wade (actuel président et membre de la même confrérie) que le Sénégal n'est pas un

royaume. En effet, Wade semble avoir depuis sa réélection en 2007 un projet de dévolution monarchique. Ce qui semble d'ailleurs se confirmer depuis qu'il a taillé à son fils Karim, un super ministre (ministre d'État, ministre de la Coopération internationale, de l'Aménagement du territoire, des Transports aériens et des Infrastructures) alors que, lors des dernières élections municipales de 2009, ce dernier n'a même pas pu avoir la majorité dans son propre bureau de vote.

Au Sénégal, pays acquis à la démocratie, le pouvoir religieux a une grande influence sur le pouvoir politique et sur la vie des Sénégalais-e-s. Les confréries Tijane (fondée par Ahmed Tijane en Algérie), Mouride (branche locale fondée par Cheikh Ahmadou Bamba), d'obédience soufie et plutôt modérée participent activement à la vie politique. En effet, à l'Indépendance du Sénégal, Léopold Sédar Senghor (bien que chrétien), s'est appuyé sur les confréries mouride et tijane pour remporter les élections et gagner la paix sociale. Abdou Diouf, tout en prenant ses distances avec le pouvoir religieux au début de son mandat, finit par utiliser les marabouts pour se faire réélire (cf. *Afriques en luttés* n° 9, octobre-novembre 2010). C'est avec Abdoulaye Wade que la collusion entre politique et religion va atteindre son comble. Membre de la confrérie mouride, Abdoulaye Wade n'hésite pas à rendre visite à son marabout et même à s'incliner devant lui. Les marabouts-politiciens sont à présent tout à fait décomplexés et certains n'hésitent pas à créer des partis politiques pour soutenir leur mentor Wade ou d'ailleurs pour s'opposer à lui. D'autant plus que l'omniprésence de la confrérie mouride sur la scène politique commence à agacer les autres confréries ainsi que les Chrétiens, minoritaires au Sénégal (entre 5 et 10% de la population).



Fresque murale dans une rue de Dakar représentant les grandes figures du mouridisme soufi

« Cinquante ans d'indépendance pour notre pays, et nous voilà encore au stade de végétation économique et d'errements démocratiques. Certes, notre pays, par la grâce de Dieu, et par

l'effort de nos élites, aussi bien religieuses que politiques, s'est épargné l'expérience douloureuse des coups d'État et des guerres civiles, mais force est de constater que le bilan est loin d'être satisfaisant » constate le secrétaire général du Nasru Moustapha Mbacké Gaïndé Fatma, qui a choisi Thiès, ville chargée d'histoire sur les plans politique, syndical et religieux (la plupart des grèves de cheminots débutèrent dans la 2ème ville du Sénégal), pour déclarer, solennellement au peuple sénégalais dans ses différentes sensibilités, sa volonté de briguer en 2012 le suffrage des Sénégalais.

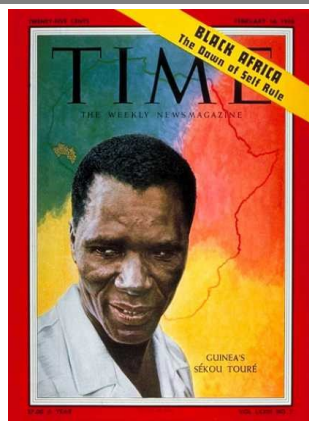
Dans l'ensemble, Les sénégalais observent avec scepticisme cette intrusion des marabouts sur la scène politique. Mais à cause de la défiance vis à vis des hommes politiques, certains n'hésitent pas à adhérer à leur programme politico-religieux qui ne diffère d'ailleurs que très peu des promesses des *politiciens* (surnom souvent donnés aux hommes politiques). Mais en dehors des confréries, une nouvelle sorte d'acteurs fait son apparition depuis quelques années. En effet, on se souvient de la sortie des imams de la banlieue de Dakar, qui ont invité les consommateurs sénégalais à « délester » la Senelec (la société nationale d'électricité) ainsi que les factures d'électricité. « *Nous ne sommes pas prêts à payer des factures sans avoir de l'électricité en permanence* », s'était indigné l'Imam Youssouf Sarr, chef de file du collectif des imams de Guédiawaye (banlieue dakaroise), dont la manifestation de la fin du mois juillet 2010 contre les coupures d'électricité, a été interdite par les autorités de Dakar. Par la suite, le collectif a appelé « à la suspension, à compter du 18 Août 2010, du mot d'ordre de non paiement des factures d'électricité et le boycott des caisses de SENELEC » tout en lançant une pétition contre les délestages et la senelec. Cette défense des plus faibles, portée par des hommes de religion, interpelle les Sénégalais car le collectif des imams se positionne en dehors des confréries classiques et pourrait bien leur faire de l'ombre.

Les partis politiques sont quant à eux bien inquiets car le fait que les marabouts portent à bout de bras les revendications citoyennes traduit leur échec et leur incapacité à rassembler les Sénégalais. Faut-il soutenir ce genre de manifestations ou prendre ses distances, telle semble être l'équation à laquelle doivent répondre les partis politiques sénégalais pour ne pas se faire déborder par les religieux , dans ce pays où la religion est omniprésente mais aussi modérée.

Moulzo

Guinée: fragile avènement démocratique après un demi-siècle de pouvoir autoritaire

« Nous préférons la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage » : telle fut la réponse lancée à De Gaulle par Ahmed Sékou Touré lors du Référendum de 1958, rejetant ainsi la proposition du Général concernant l'intégration des colonies de l'A.O.F (Afrique Occidentale Française) au sein d'une Communauté française. La Guinée accède ainsi à l'Indépendance le 2 octobre 1958. Vexée, la France



Sékou Touré à la une du magazine Time du 16 février 1959

retira immédiatement son administration ainsi que ses cadres, laissant une Guinée déstabilisée, ignorant même la demande d'association à la communauté proposée par Sékou Touré.

Chantre du panafricanisme et de l'unité africaine, Sékou Touré forme le 1er mai 1959 une union (de courte durée) avec le Ghana de Kwamé Nkrumah (père du panafricanisme), rejoint par la suite en décembre 1960 par le Mali de Modibo Keita. Mais au bout de quelques années, le dirigeant guinéen se transforme en dictateur sanguinaire, enfermant ses opposants au tristement célèbre camp Boiro où beaucoup y perdirent la vie. Il restera au pouvoir jusqu'à sa mort en 1984 soit 26 ans. Un coup d'Etat militaire porte alors Lansana Conté au pouvoir qui y restera jusqu'à sa mort le 22 décembre 2008, après 24 ans de règne autoritaire. Il aura

néanmoins introduit le multipartisme en 1993 sous la pression des bailleurs de fonds.



Guinéen-ne-s célébrant la victoire d'Alpha Condé (© AFP Issouf Sanogo)

Au lendemain du décès de Conté, un nouveau coup d'Etat porte Moussa Dadis Camara à la tête de la Guinée. Un des actes les plus tristements marquants de son passage au pouvoir aura été le massacre du 28 septembre 2009 où des dizaines de

Guinéen-ne-s furent tué-e-s et d'autres blessé-e-s ou violé-e-s par les membres de la junte militaire. Blessé par son aide de camp qui lui tire dessus, il abandonne par la suite le pouvoir au profit du Général de brigade Sékouba Konaté qui a la charge d'organiser de nouvelles élections.

Celles-ci opposent au second tour le 7 novembre 2010 l'opposant historique à tous les régimes dictatoriaux de Guinée Alpha Condé (18,25% au premier tour) à l'ancien premier ministre de Lansana Conté, Cellou Dalein Diallo (43,69% des voix). Les élections font cependant ressortir les clivages ethniques et même si l'armée ainsi que les hommes politiques appellent à la modération des ardeurs, il est à espérer pour ce pays, marqué par 50 ans de dictature, qu'enfin le jour de la démocratie se lève tellement ces élections sont historiques pour les Guinéen-ne-s.

L'opposant historique Alpha Condé a finalement remporté la présidentielle guinéenne. En effet, selon les résultats provisoires publiés par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), le leader Rassemblement du peuple de Guinée (RPG) aurait récolté 52,52% des suffrages contre 47,48 % pour Cellou Dalein Diallo, le chef de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG).

Moulzo

Cameroun : la démocrature en crise

L'épidémie de choléra qui touche des milliers de personnes et qui a causé la mort de centaines de victimes, se propage au nord du Cameroun. Si cette épidémie est due aux inondations, elle reflète avant tout l'état sanitaire du pays. Le choléra est une maladie de la pauvreté qui se développe là où l'accès à l'eau potable n'est pas garanti comme certains quartiers et villages. Depuis sa prise de pouvoir en 1982, Paul Biya a rendu encore plus pauvre l'immense majorité de son peuple vivant pourtant dans un pays riche en matières premières.



Le Cameroun peut être considéré comme une exception en Afrique puisqu'il est dirigé par ceux qui ont lutté militairement, avec les colonisateurs, contre le mouvement d'indépendance nationale incarné, à l'époque, par l'UPC (Union des Peuples du Cameroun). Une guerre qui fera des milliers de morts et où l'armée française n'hésitera pas à utiliser le napalm. Cette

infamie originelle continue de peser sur des dirigeants qui ne peuvent même pas se targuer d'avoir gagné la liberté et la dignité pour leur peuple. En effet, Biya n'est autre que le premier ministre d'Ahidjo, l'homme de l'ancienne puissance coloniale. Considéré comme le dauphin, Biya n'a pas eu la patience d'attendre son tour et s'est emparé du pouvoir au premier signe de faiblesse d'Ahidjo.

Biya n'a fait que suivre la politique de son prédécesseur en maintenant un centralisme oppressif sur le pays, en transformant le parti du pouvoir – le RDPC – en parti-état, en distillant les divisions ethniques. Il a développé une politique de clientélisme, s'entourant d'une classe dirigeante composée de baronnie et de clan ; autant de vecteurs de corruption qui s'entre-déchirent entre générations, entre ethnies, entre militaires et civil, etc.

Parallèlement, les conditions de vie de la population se sont

considérablement dégradées avec une augmentation du travail informel au détriment du travail normé, un chômage endémique pour les jeunes qui représentent près de la moitié de la population, un délabrement des services de santé et d'éducation, des salaires misérables pour les fonctionnaires qui les poussent à monnayer leurs services.



L'échéance sur laquelle tout le monde a les yeux fixés est celle de 2011, date de la prochaine élection présidentielle. Biya a fait changer la constitution lui permettant de se représenter, option la plus probable, même s'il continue à entretenir le flou sur sa candidature. Tirant les leçons de ses propres actes passés, Biya s'est appliqué à éliminer tous les dauphins déclarés ou

potentiels en utilisant le plan épervier, un plan anti-corruption, dépendant directement de la Présidence qui se révèle être une arme redoutable contre les différentes factions dirigeantes. Epervier plane sur la tête de chaque cacique du pouvoir, leur impose le silence et leur soumission. Pour Biya c'est tout bénéfique car, en même temps qu'il se débarrasse de ses concurrents, il donne des gages à la population et à la communauté internationale sur sa volonté d'assainir le pays, même si personne n'est dupe. Les pays occidentaux font semblant d'y croire, seule la stabilité du pays compte car elle permet aux multinationales de piller le pays en toute quiétude.

Pour la population, la volonté est forte d'obtenir un changement, de virer Biya et toute sa clique de parasites, mais comment y arriver ? Au niveau électoral en 1992, Fru Ndi du SDF (acronyme anglais du Front Social Démocrate) avait gagné, mais la victoire fut volée par Biya. Depuis l'opposition dans sa grande majorité a boycotté celle de 1997. La question se pose aussi sur la tactique électorale car les élections sont à un tour, celui qui a le plus grand nombre de voix l'emporte, ainsi en 2004 la division de l'opposition et les fraudes ont permis à Biya de conserver le pouvoir.

Au niveau des luttes, tout le monde a en mémoire les grandes

manifestations de 2008 qui ont ébranlé tout le pays, contre la pénurie alimentaire et contre le changement de la constitution permettant à Biya de briguer un quatrième mandat. Ces mobilisations ont été durement réprimées faisant des dizaines de morts et ceci sans changement notable, si ce n'est une augmentation des salaires des fonctionnaires.

L'opposition n'a pas pris la direction politique de ce mouvement et n'a pas réussi à le structurer et à l'ancrer dans les quartiers populaires. L'enjeu est d'être capable d'offrir une alternative aux luttes populaires afin qu'elles ne soient pas dévoyées, par des fractions du clan Biya, vers des conflits ethniques car ce risque est réel. Ce défi peut être relevé, le MANIDEM (Mouvement Africain pour la Nouvelle Indépendance et la Démocratie) qui a conservé les meilleures traditions de l'UPC et qui se situe dans l'opposition radicale à l'ordre capitaliste néocolonial, peut jouer un rôle important. D'autant que dans les débats du principal parti de l'opposition le SDF (Front social démocrate), une aile de gauche se dessine.

En France nous devons faire notre part de travail dans la solidarité et la dénonciation du soutien du gouvernement français à Biya.

Paul Martial

Madagascar: vers un après-référendum troublé

Le 17 novembre 2010 les électeur-trice-s malgaches ont été appelé-e-s aux urnes pour se prononcer sur un projet de constitution pour la 4e république concocté par le régime putschiste de la Haute autorité de la Transition (HAT) du tycoon Andry Rajoelina qui, le 17 mars 2009, a chassé de la présidence l'autre tycoon Marc Ravalomanana. Référendum controversé dans son initiative et sa conception autant que dans son organisation. En prime, le 20 décembre se tiendront les communales.



Partisan-e-s du référendum lors d'un rassemblement le 14 novembre 2010 à Antananarive. (AFP/Gregoire Pourtier)

Le référendum se veut être un « gage de démocratie » (découlant de la Conférence nationale pro-Rajoelina de septembre) pour la reconnaissance internationale tant recherchée de la transition actuelle dont pourtant la caractéristique principale est son unilatéralisme. Il s'agit d'un référendum-plébiscite pour Rajoelina : le 46^e des 168 articles du projet constitutionnel (qui, pour le reste, est quasi identique à la constitution présidentielle de 1997 amendée sur des points mineurs en 2003) rabaisse de 40 à 35 ans l'âge à partir duquel il est possible de candidater à la présidentielle : l'ex-disc-jockey a 36 ans...

Les pires méthodes de manipulation ont été convoquées pour faire gagner le « Oui » : une Commission électorale nationale « indépendante » (CENI) aux ordres ; une liste électorale

prétendument refondue (réduite de 300 000 inscrits) mais probablement juste révisée ; des bulletins de vote pré-cochés « Oui » largement distribués par des fonctionnaires dans certains districts moyennant rétribution ; une opération « *Tsena mora* » (vente bon marché et à grande échelle de *ppn* (produits de première nécessité) comme le riz, l'huile et le sucre ; des projets « sociaux » lancés à grand renfort de publicité, en dépit des critiques portant sur l'opportunité de ces initiatives en pleine campagne.

Le processus électoral mené au forcing par la HAT s'est déroulé dans un contexte général, politique, économique et social plus que critique. L'Union européenne comme les USA ont suspendu leur aide (ce qui donne l'occasion aux putschistes de fanfaronner qu'ils tiennent tête à l'Occident et comptent sur leurs partenaires chinois, turcs, iraniens, pakistanais et israéliens !). Rajoelina lui-même et ses acolytes sont sur la sellette pour bradage de ressources nationales (dont le bois de rose). Mais l'opposition politicienne tergiverse sur les perspectives : les fractions des anciens présidents (Ratsiraka, Zafy, Ravalomanana) restent plombées par le discrédit marquant leur mandat, les principaux dissidents de la HAT sont, quant à eux, décrédibilisés du fait de leurs incohérences. Le bras de fer politicien se cantonne en surenchères clientélistes.

Les expressions citoyennes indépendantes se multiplient heureusement. Depuis un mois, un mouvement gréviste perlé touche plusieurs secteurs, particulièrement le port de Toamasina, la magistrature puis les fonctionnaires. Une alliance des enseignants et chercheurs avec leur syndicat et des étudiants bloque les six universités publiques. Un *sit-in* bruyant de femmes a entamé un mouvement contre la vie chère... Bref, un débordement par ses ailes radicales de la société civile organisée, dont la direction bureaucratique s'époumone à ramener les fractions politiciennes à la table de négociation pour une sortie de crise inclusive et consensuelle, commence à prendre forme... Les revendications catégorielles auront-elles ouvert la voie à une réelle dynamique politique ? L'après-référendum nous le dira...

Pierre Sidy

Messages de soutien d'organisations syndicales africaines au mouvement pour la défense des retraites en France

UMT - Union Marocaine du Travail

« Le syndicat marocain U.M.T. apporte son soutien total et son entière solidarité avec toutes les organisations ouvrières, les travailleuses, les travailleurs, les chômeurs, les retraités et la jeunesse de France en lutte contre la réforme régressive des retraites et contre les plans d'austérité imposés aux peuples. »

UGTT Tunisie

« La Commission administrative de l'UGTT exprime au nom de tous les syndicalistes et de l'ensemble des travailleurs de Tunisie, sa solidarité totale et indéfectible à votre mouvement. Nous restons à votre disposition pour donner à ce soutien et à cette solidarité un contenu pratique que vous jugerez, dans sa forme comme dans son timing, opportun. »

CDT Niger

« La Confédération Démocratique des Travailleurs du Niger (CDTN) suit avec une attention particulière, les différents mouvements de grève et autres manifestations que vous observez afin de contraindre votre Gouvernement à renoncer à son projet de réforme de retraites. [...] La CDTN, à défaut d'une présence physique à vos côtés, apporte son soutien ferme et indéfectible au mouvement syndical français en général et en particulier à la CGT-France. En espérant une ouverture de négociations dans les plus brefs délais et un dénouement heureux à votre noble et légitime revendication, reçois Camarade Secrétaire Général, l'expression de nos salutations syndicales et notre sincère amitié. »

CSA Sénégal

« Nos encouragements et notre grande solidarité pour cette lutte. Bonne continuation. Chaleureuses félicitations ! »

UGTCI Côte d'Ivoire

« Tous nos encouragements aux camarades de la CGT d'une part et d'autres pour leur détermination. Tenez bon, nous sommes de cœur avec vous malgré la distance ; merci et bon courage. »

UAS Burkina Faso - Unité d'Action Syndicale, centrales syndicales du Burkina Faso

« Au nom des militant-e-s des six centrales syndicales et des 15 syndicats autonomes regroupés dans l'unité d'action syndicale au Burkina Faso, au nom de l'ensemble des travailleuses et travailleurs du Burkina Faso, nous vous exprimons, à vous et à l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse française, toute notre solidarité dans cette lutte courageuse. Nous vous assurons de notre soutien dans cette bataille que vous menez contre la réforme injuste des retraites mais également contre le mépris affiché par le pouvoir du Président SARKOZY vis-à-vis des organisations des travailleurs et de la jeunesse malgré la forte mobilisation populaire enregistrée. »

UGTC - Union Générale des Travailleurs du Cameroun, Isaac Bissala, président confédéral

« Les travailleurs du Cameroun à travers l'UGTC viennent par la présente, exprimer leur soutien et leur solidarité à tous les travailleurs français dans la lutte pour la sauvegarde des acquis concernant les retraites. »

UST Tchad

« Nous vous soutenons dans votre mouvement. Sarkozy et son gouvernement doivent comprendre que mobiliser 3 millions de personnes contre leur projet de réforme est très parlant et démontre à suffisance le rejet par les Français de leur projet. S'il persiste il sera de la même manière rejeté en 2012 par les mêmes Français. Courage et maintenez le cap ! »



FOSYCO - Force Syndicale Congolaise

« La Force Syndicale Congolaise est solidaire de la lutte exemplaire que la Cgt mène avec l'ensemble des organisations syndicales françaises. En défendant dans l'unité une retraite de qualité accessible à tous, vous êtes, chers camarades, sur des revendications fondamentales et universelles. »

UDT Djibouti

« Nous sommes de tout cœur avec vous et vous soutenons fermement. »

COSYBU - Confédération des Syndicats du Burundi

« Courage, courage : votre grandiose mobilisation finira par payer en amenant le Gouvernement Français à revoir sa position intransigeante sur cette réforme des retraites. »

NUMSA Afrique du Sud

« La Fédération nationale des métallurgistes d'Afrique du sud (NUMSA) transmet aux salariés des raffineries de France son soutien indéfectible et sa solidarité nourrie dans les luttes internationales de salariés pour un travail et un salaire décents. Sous la conduite de la CGT, les travailleurs français doivent continuer à brandir le drapeau rouge, dans l'intérêt des travailleurs et des pauvres. Leur lutte actuelle demeurera une source d'inspiration pour toutes les luttes menées par les travailleurs pour un autre ordre mondial. »

FISEMARE Madagascar

« Nous suivons de près avec attention les différentes grèves dans votre Pays. Nous soutenons votre action et nous vous présentons notre solidarité. Vive la lutte syndicale ! Fraternellement. »

SEKRIMA Madagascar

« Vive la solidarité syndicale et que votre lutte soit couronnée de succès malgré l'intransigeance du gouvernement. »

De la défense des travailleur-euse-s à la recherche d'alternatives politiques, deux militant-e-s africain-e-s témoignent de leurs combats quotidiens

Au Sénégal, construire et renforcer l'unité syndicale

Entretien avec Marieme Sakho Dansokho, coordinatrice pour les syndicats d'enseignant-e-s



Marieme Sakho Dansokho, ces dernières années, vous avez été la coordinatrice pour les syndicats d'enseignant-e-s au Sénégal. Quels progrès avez-vous fait au cours des deux dernières années?

Effectivement j'ai été coordinatrice de l'intersyndicale, composée de plusieurs syndicats d'enseignants, et je pense que c'est

dans ce sens là qu'il faut essayer de voir la question de l'unité du mouvement syndical enseignant. Aujourd'hui, au Sénégal, il y a plus de 40 syndicats dans le secteur de l'éducation, et cela pose beaucoup de problèmes et c'est pourquoi, pour pouvoir gagner les batailles, avoir satisfaction par rapport aux revendications des enseignant-e-s, nous nous sommes battu-e-s pour avoir un cadre unitaire, appelé d'abord « intersyndicale de l'enseignement » et nous nous sommes entendu-e-s autour d'un certain nombre de points consensuels, points sur lesquels on devait se battre pour l'intérêt de l'école et des enseignants. Il y a toujours eu des problèmes, car il y avait d'autres syndicats qui n'étaient pas dans l'intersyndicale et ça a créé des problèmes autour de la table de négociations et cela a permis au gouvernement de jouer parce que pouvant compter sur d'autres et diviser pour régner. Mais quand on a vu que cela pouvait être très compliqué, nous nous sommes retrouvés-e-s et nous avons pris des contacts et avec le Comité de Dialogue Social (CDS) nous avons pensé que c'était utile que l'on soit tous ensemble pour pouvoir avoir cette force et faire face au gouvernement. Et heureusement, à part 2 syndicats, tout le reste s'est entendu et c'est ce qui a donné naissance au Cadre Unitaire des syndicats de l'enseignement (appelé CUS). Nous réfléchissons et continuons le processus pour arriver, à défaut d'unité organique, à avoir en tout cas l'unité d'action en attendant d'avoir mieux. Mais nous sommes conscient-e-s que si nous n'avons pas cette unité du mouvement syndical, cela sera très difficile d'avoir satisfaction autour des points de revendication.

Vous êtes également membre du Parti Socialiste au Sénégal. Comment ces deux rôles se complètent les uns les autres?

Je suis membre du Parti socialiste, effectivement, mais à mon niveau je dis que ce qui est le plus important c'est de ne pas faire de mélange des genres. Faire de la politique c'est une chose et l'objectif c'est d'aller au pouvoir, mais ce n'est pas le cas du syndicat. Le syndicat c'est pour gagner des batailles et lutter contre l'injustice et sauvegarder les intérêts des travailleur-euse-s. Le plus important c'est de ne pas faire de mélange des genres: quand on est dans syndicat, on ne fait que du syndicalisme, on se bat pour les intérêts de la corporation, les intérêts des travailleur-euse-s. Une fois que l'activité syndicale est finie, maintenant on a

le droit d'appartenir à un parti politique, de croire à une idéologie et de la défendre. Moi, personnellement je n'ai pas de problème à ce niveau là, je fais mon syndicalisme et je suis membre d'un parti et je dirige un syndicat où les membres sont de plusieurs partis. Nous ne sommes pas tou-te-s du même parti, mais quand on est là, on ne peut pas savoir qui est de quel parti, car on ne parle que syndicat, et c'est ça le plus important.

Que pensez-vous des récentes grèves et manifestations en France? Ces événements ne vous donnent-ils pas la confiance que les syndicats au Sénégal peuvent se rejoindre et retrouver leur force dans l'action contre le gouvernement?

Ce qui s'est passé en France, la lutte des syndicats, c'était une lutte légitime sur la retraite en France, mais nos pays ne sont pas épargnés. Nous allons tous vers ce problème de retraite. D'ailleurs ici nous sommes confronté-e-s à ce problème, car il y a 10 ou 15 ans, il y avait 15 travailleur-euse-s actifs pour deux retraité-e-s, mais maintenant il n'y a pas deux travailleur-euse-s actifs pour un-e retraité-e. Moi qui vous parle, je ne sais pas si je vais bénéficier d'une pension ou pas car il n'y a plus de recrutement. Ici c'est la solidarité inter-générationnelle. Donc c'est un problème qui se pose partout dans le monde. Il y a lieu de s'inquiéter avec la multiplication des syndicats qui dispersent les forces. Est-ce que demain on pourra faire face et avoir confiance face au gouvernement pour freiner ses velléités ? Ce n'est pas évident. En France, au début de la lutte, les syndicats étaient pratiquement tous ensemble, mais à un moment donné de la lutte, il y a eu relâchement quelque part. La question de l'unité du mouvement syndical est importante pour faire face aux interlocuteurs de demain et régler des problèmes et surtout celui de la protections sociale qui est très important



Manifestation d'enseignant-e-s et d'élèves lors du mouvement de grève des enseignants sénégalais en avril 2010

Il y a actuellement un conflit social concernant le fait que les enseignants ne sont pas payés de leurs salaires à temps. Quel est le contexte de ce différend?

Dossier

Effectivement, c'est un problème très douloureux, parce que les corps qu'on appelle émergents, les nouveaux enseignant-e-s d'aujourd'hui issu-e-s du volontarisme et de la vacance, qui constituent les corps émergents, sont maintenant plus nombreux que les enseignant-e-s traditionnel-le-s. Et pour ne pas gonfler la masse salariale, qui est contrôlée par les Institutions financières et les bailleurs de fonds, on met le salaire sur le budget matériel de l'Education. Et c'est récurrent, à partir du mois de septembre, ce budget-là est épuisé et le gouvernement a des problèmes pour payer les corps émergents, voilà la réalité. Donc chaque année, à partir de septembre, il y a un problème de paiement des salaires. Ils attendent pour renflouer les caisses qu'il y ait des mouvements de fonds et on attend vers le 10 ou le 15 pour payer les salaires. Nous disons que c'est injuste, nous avons besoin de ces personnels enseignants pour atteindre les objectifs du millénaire. Donc ces enseignant-e-s doivent avoir leurs bulletins de salaire payés à temps, parce que leurs salaires doivent être budgétisés et logés au Ministère du budget, qu'ils soient au trésor et soient payés au même titre que tous les enseignants ! On ne

peut pas prendre des salaires, les loger dans un budget matériel et laisser des pères et mères de famille en rade, qui travaillent, attendre jusqu'au-delà du 10 pour ne pas avoir leurs salaires. Tout cela fait partie de notre bataille, celle des organisations syndicales des enseignants, c'est ça le fond du problème.

Quelles mesures les syndicats d'enseignant-e-s entendent-ils prendre par rapport à la lutte actuelle?

Ce qui se passe dernièrement, vendredi dernier, le cadre unitaire des syndicats d'enseignement s'est réuni, a tenu un point de presse et entend sortir un plan d'action pour d'ici quelques jours, si le gouvernement ne se résout pas à régler et payer les salaires de ce corps émergent et à mettre en œuvre les accords de septembre 2009, donc à déposer un autre préavis de grève et aller en action pour mettre fin à tout ce qui se passe aujourd'hui et qu'on assimile à de l'anarchie.

Propos recueillis par Andy Wynne, Dakar, 17 novembre 2010

En Côte d'Ivoire, la lutte opiniâtre pour une alternative de gauche

Ce militant du Forum national sur la dette et pauvreté est aussi un dirigeant du Parti du Travail qui est issu du Parti Communiste Révolutionnaire de Côte d'Ivoire.

Peux-tu faire point sur la situation sociale en Côte d'Ivoire

Globalement la situation est très mauvaise, les chiffres officiels font état de 48% de pauvres et la réalité est plus horrible que ça. La situation des paysans est plus compliquée parce que dans les zones occupées par la rébellion les gens ont abandonné les champs et donc c'est la misère. Il faut reconstruire et l'Etat n'est pas présent dans ces régions, ce sont seulement les organisations humanitaires qui y interviennent.



Les pénuries d'eau sont fréquentes, notamment dans les régions du nord

A Abidjan, dans la zone gouvernementale, la situation n'est guère meilleure, la corruption s'est accrue, le racket et les détournements de biens publics sont devenus monnaie courante.

Quelle est ton analyse concernant la crise de 2002 ?

La première cause c'est l'affaiblissement de l'Etat dû aux politiques néolibérales. Le deuxième élément c'est la délégitimation des classes dirigeantes quelles qu'elles soient. Tous les pouvoirs qui ont appliqué les politiques d'ajustement structurels se sont discrédités aux yeux des masses et ont perdu leur légitimité. Pour rattraper cette légitimité perdue ils ont été

obligés de se servir d'artifices, de dérivatifs politiques du genre ivoirité, défense de la patrie, etc. Le but est de chercher un autre moyen pour s'assurer le soutien et le vote des gens qu'on ne peut avoir du fait des politiques qu'on applique.

La déconstruction des Etats en Afrique c'est quelque chose de catastrophique. Un Etat comme celui de la Côte d'Ivoire est un Etat qui a fonctionné sur le secteur public ce qu'on a appelé le miracle ivoirien. Mais aujourd'hui le secteur public est pratiquement démantelé, si vous prenez le secteur agro-industriel qui est un secteur stratégique il est entre les mains de grandes multinationales il y a à peine 20% de la production cacaoyer qui est géré par les coopératives.

L'affaiblissement de l'Etat et le discrédit des élites ont réveillé des contradictions qui existaient depuis des années. Nous savions depuis toujours que des millions de sahéliens venaient car leurs villages étaient envahis et détruits par le sable. Leur première action n'est pas d'aller en France, ni en Europe, mais en Côte d'Ivoire car il y a de la terre, ils peuvent cultiver et donc il y a un afflux massif qui conduit à une pression foncière extrêmement grave sur les terres existantes. Dans l'histoire de notre pays la production de cacaoyer et caféier a été essentiellement basée sur l'immigration étrangère qu'on a favorisée, qu'on a suscitée et aujourd'hui ce n'est plus possible et donc, comme partout, quand il y a la crise l'étranger devient le bouc émissaire.

Peux-tu nous parler de la société civile ?

En terme d'appréciation globale, la notion de société civile a été difficile à appréhender en Côte d'Ivoire. Non pas qu'elle n'existe pas mais les organisations ont mis du temps à se construire car auparavant le pays était considéré comme pays riche et une organisation de la société civile est censée venir en aide à des pauvres. Donc cela a mis du temps car les gens ne se considéraient pas comme des pauvres et ne sentaient pas la nécessité d'organiser la société civile. Maintenant il y a des milliers d'organisations car la pauvreté a gagné le pays profondément. Une structure comme le FNDP est la résultante de la montée en flèche de l'endettement extérieur. En effet, la Côte d'Ivoire qui n'avait qu'à peine 270 millions de dettes en 1970 se

trouve aujourd'hui endettée à hauteur de plusieurs milliards de dollars.

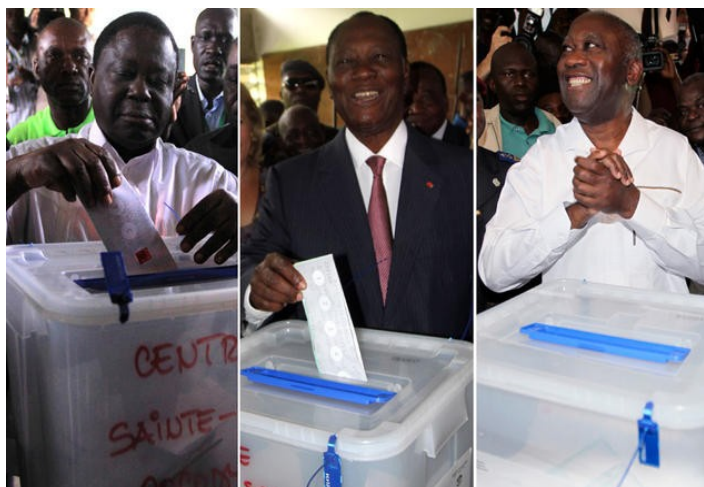


Le Plateau, grand quartier des affaires à Abidjan

Le service de la dette a absorbé jusqu'à 30-35% du budget. Evidemment, les ressources consacrées à payer le service de la dette sont des ressources qui servaient au développement, aux programmes sociaux, à l'éducation, à la santé. Le FNDP a eu une activité positive en s'inscrivant dans la lutte contre la dette et la pauvreté qui est devenu le credo de beaucoup d'organisations. Nous avons, dans ce cadre là, fait des conférences et même un audit citoyen; nous espérons avec d'autres, après avoir suscité des vocations et permis à des gens de prendre conscience, arriver à mettre en place un observatoire. La dette est le nœud gordien des problèmes de la Côte d'Ivoire. Nous devons faire un audit et savoir ce qu'on doit vraiment et à qui, définir la dette souveraine et la dette odieuse et illégitime, pour repartir sur des bases plus constructives, c'est-à-dire des bases sociales répondant aux aspirations des travailleurs, des paysans des jeunes.

Quelle est ton appréciation sur les élections présidentielles ?

Officiellement il y a 14 candidats, mais parmi ceux-ci en fait il y a 3 personnes capables et susceptibles de pouvoir gagner. Ce qui nous intéresse ce ne sont pas les hommes, mais les programmes. Or, du point de vue des programmes, malheureusement à l'Ouest rien de nouveau.



Les trois principaux acteurs de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire : Henri Konan Bédié, Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo. (© Reuters)

On ne peut pas dire aujourd'hui en Côte d'Ivoire qu'il y a une droite et une gauche car du point de vue des discours et de l'idéologie défendue la « défense de la patrie » c'est le versant

front populaire de l'ivoirité. Donc d'un côté comme de l'autre, ce sont les mêmes discours, il n'y a pas de réponse juste politiquement de gauche qui corresponde à la situation qui se présente au pays, que ce soit la question l'immigration qui est une question essentielle dans ce pays, la question de la scolarisation, de l'instruction publique, la santé, la souveraineté et indépendance nationale. La question de la lutte contre l'impérialisme, n'est pas directement posée, on la pose en biais: ceux qui veulent l'indépendance qu'ils viennent avec nous, mais quelle indépendance et avec quel contenu ?

Pourtant Laurent Gbagbo apparaît comme le candidat de la gauche prêt à en découdre avec la politique néocolonialiste de la France ?

Nous avons été proches politiquement de Gbagbo nous avons travaillé ensemble en France, mais la compréhension qu'il a de la lutte politique est une compréhension personnelle. Du point de vue de sa trajectoire, il s'est revendiqué de gauche, il a même dit qu'il était socialiste, mais la pratique politique qu'il développe n'a pas montré que c'est une pratique socialiste. Les politiques mises en œuvre ne sont pas fondamentalement différentes de la droite. Avant l'arrivée de Gbagbo au pouvoir en 98 la Côte d'Ivoire était déjà éligible à l'initiative pays pauvre très endetté. Il a poursuivi cette politique qui est une politique de droite, elle n'a rien de nouveau. Les politiques de décentralisation dont on parle étaient déjà mises en œuvre par les pouvoirs précédents qui parlaient des régions et des communes. Quand Gbagbo est venu, il a plutôt fait des départements et communes. Nous savons que dans le programme d'ajustement structurel c'était une demande, donc ce n'est pas une initiative personnelle propre à Laurent Gbagbo en tant que leader politique et à son parti en tant qu'organisation. Il aurait été étonnant que la France ne réagisse pas si nous voulons nous émanciper, nous devrions être prêt à affronter la France sur le terrain de la lutte anti-impérialiste, mais en fait c'est Laurent Gbagbo qui a fait appel à la France qui a voulu activer les accords de défense que nous appelons des traités coloniaux, ce n'est pas quelqu'un d'autre. Nous attendions de lui qu'il les abroge et non qu'il fasse appel à la France pour qu'elle les applique. Donc quand on entend dire que quelqu'un a des oppositions avec la France d'emblée la réaction c'est de se ranger derrière lui mais et il faut fouiller un peu et on s'aperçoit vite que cela ne pas allé très loin. Même sur la souveraineté monétaire il a dit qu'il ne faut pas saborder le FCFA parce que c'est un instrument incontournable de coopération, d'intégration régionale. Sur la question de la défense il dit qu'il veut construire un instrument de défense digne de la Côte d'Ivoire avec tout le monde, y compris avec la France.

Qu'avance le Parti du Travail comme mot d'ordre et revendications ?

Nous, nous disons qu'aujourd'hui l'objectif politique immédiat c'est la souveraineté et la conquête de l'indépendance nationale totale en Côte d'Ivoire. Deuxième élément, c'est la liquidation de l'Etat semi-colonial, l'abrogation de la constitution actuelle et une assemblée constituante avec un gouvernement provisoire. Parce que les gens ont des aspirations immédiates, par rapport à l'école on dit : « pas un sou pour l'école privé en Côte d'Ivoire ». L'école privée est financée à la hauteur de 50 milliards, l'Etat oriente les jeunes gens qui réussissent l'entrée en 6e vers l'école privée, pour nous tous les fonds publics pour l'école publique. Deuxièmement instruction publique obligatoire et gratuite, qui s'inscrirait dans la lutte contre l'analphabétisme et ouvrirait la possibilité à tout le monde de pouvoir lire et écrire. Concernant les salaires, déblocage immédiat pour rattraper le niveau et indexer les salaires sur le coût de la vie, ce n'est pas encore adopté par tous les militants mais c'est l'essentiel de ce que nous avons à dire.

Brésil – Le mirage d'une victoire

Dilma Rousseff a remporté les élections présidentielles en ratissant large. La population doit s'attendre à de nouveaux plans de rigueur.



Dilma Rousseff en campagne le 3 octobre 2010 à Porto Alegre

Avec 56% des voix, Dilma Rousseff est la huitième femme élue présidente en Amérique latine, après une campagne bâtie méticuleusement sur la popularité de Lula da Silva, candidat sortant. Cette réussite doit aussi à l'habileté du Parti des travailleurs (PT) qui, depuis plusieurs décennies, s'allie à des secteurs représentatifs de la bourgeoisie, sans s'éloigner totalement du prolétariat brésilien. Parmi les dix partis politiques de la coalition 2010 qui porte Rousseff au gouvernement, sept sont de droite. Ce n'est donc pas par hasard si, le soir de sa victoire, le 31 octobre, elle a promis de poursuivre la politique de son prédécesseur: ouverture aux capitaux et marchés internationaux, simplification et assouplissement fiscaux, initiatives en faveur des entrepreneurs, renforcement de certains instruments économiques de régulation.

Lié par son histoire, le PT ne peut cependant pas abandonner sa base sociale et certaines des exigences des mouvements sociaux, sans toucher aux revendications de classe. Rousseff s'en est tenu à des annonces vagues et générales: « éradication de la misère », liberté de la presse, « garantie des droits humains, droit à l'alimentation, à l'emploi, à un revenu et au logement »... Déterminée à gagner les élections à tout prix, elle a été capable de changer de position vis-à-vis du droit à l'avortement à quelques heures des élections, en abandonnant la possibilité de

sa dépénalisation, afin de gagner les votes conservateurs des Églises...

Du côté des syndicats, presque tous sont influencés par les partis politiques de la coalition. Il n'est ainsi pas étonnant que cinq centrales syndicales aient offert leur soutien explicite à la candidate. Au cours de la campagne, une quinzaine d'organisations du mouvement social – les peuples touchés par les barrages hydroélectriques, les femmes paysannes, la Marche mondiale des femmes, Via Campesina, le mouvement des afro-descendants, le Mouvement des sans-terre – ont décidé de lancer un manifeste contre la candidature néolibérale de centre-droit, « pour élire le plus grand nombre de candidats identifiés avec les aspirations des travailleurs ». Au deuxième tour, ces organisations ont publié un autre manifeste, en avançant leurs revendications spécifiques. Ce texte souligne les insuffisances du gouvernement Lula, tout en appuyant la candidature du PT, et critique la participation de partis politiques « opposés à leurs demandes sociales » au sein de la coalition.

Cependant, bien que le vote soit obligatoire, plus de 20% d'électeur-trice-s se sont abstenu-e-s. Sans aucun doute, de larges couches du prolétariat ont appuyé l'élection de l'actuelle présidente. Pourtant, les classes populaires devront affronter les mêmes problèmes qu'avant les élections. Les pays dits « émergents » comme le Brésil n'échappent pas aux phénomènes engendrés par le néolibéralisme. Comme le soulignait un économiste en septembre, la dette intérieure du Brésil est de 1618 milliards de réals (943 milliards de dollars), soit 48% du PIB: « 80 % des titres sont détenus par vingt mille familles brésiliennes dont la rémunération sous forme de rente financière représente 30 % du budget fédéral. Une situation préoccupante car moins de 5 % du budget fédéral va à la santé et moins de 3 % à l'éducation en 2009. Les spéculateurs en jouant sur les taux de change dollar/real réalisent des taux de rendement de 30 % sur leurs achats des titres brésiliens » (1).

Devant une telle situation, le futur gouvernement sera amené à prendre des mesures de rigueur, sur le dos des travailleurs, afin d'atténuer ses dettes. Il faut d'ores et déjà envisager un large mouvement de résistance qui inverse la logique capitaliste pour mettre au centre de la politique les intérêts des travailleurs et de la majorité de la population.

Beatrice Whitaker

(1) www.alterpresse.org/spip.php?article10196

Haïti au temps des fraudes et du choléra

Onze mois après le séisme, le saccage continue en Haïti et la malédiction nous est réchauffée avec un autre parfum, celui du choléra, sur fond d'élections truquées.

L'élection présidentielle qui s'est tenue le 28 novembre est une parodie de démocratie. De nombreuses fraudes ont été constatées, provoquant la colère de la population qui a manifesté dans les rues de Port-au-Prince. Dix candidats sur dix-neuf réclament l'annulation du scrutin. Pourtant, tous sont issus des différents gouvernements qui se sont succédé depuis la chute de Baby Doc en 1986 et appartiennent à l'élite dirigeante du pays, celle qui s'accapare toutes les richesses. Dans cette « élection-sélection », une grande partie des candidats sont financés par les narcotrafiquants qui distribuent des armes aux différents partisans, libèrent des assassins des pénitenciers et sèment la



violence dans une campagne où le mouvement ouvrier est

totalemment absent.

Les Haïtiens se battent également contre une épidémie de choléra. Il a fallu que ce terrible fléau touche l'île pour que Haïti revienne sur le devant de la scène internationale. Le choléra frappe et libère la colère de la population contre les forces de l'ONU (Minustah). Des suspicions très fortes envers les troupes népalaises de l'ONU qui auraient apporté les bactéries responsables sont confirmées par les premières analyses qui révèlent que la souche de ces bactéries proviendrait du sud de l'Asie (1), fortement touchée par l'épidémie ces derniers mois. L'épicentre de l'épidémie est par ailleurs situé dans la région où sont cantonnées les troupes népalaises dans des conditions sanitaires dégradées (manque d'assainissement). Ces soupçons, que la communauté scientifique ne dément pas, démontrent que la colère des manifestants à l'encontre des troupes responsables de l'épidémie n'est pas dénuée de fondements, contrairement aux déclarations de l'ONU et des médias.

Par ailleurs, les Haïtiens expriment leur colère face à des troupes d'occupation qui n'ont jamais réellement quitté le pays depuis 1991. Cette occupation est la seule triste visibilité de l'aide internationale promise alors que plus de 1,3 million de personnes vivent toujours dans des camps sous les toiles ou les taules ondulées. Comme pour le tremblement de terre, l'épidémie de choléra souligne surtout l'état désastreux des infrastructures haïtiennes. La corruption et l'affairisme, qui n'ont jamais disparu depuis l'ère Duvalier, ont enrichi une caste dirigeante qui compose l'essentiel des candidats à la présidentielle, privant le pays de l'équipement en infrastructures publiques. 41 % de la

population ont accès à l'assainissement et moins de la moitié à l'eau potable.

Pourtant, moins de 2 % des 5,3 milliards de dollars promis ont été donnés. Pire, les Américains qui s'étaient engagés à hauteur de 1,15 milliard n'ont tout simplement rien livré. Ils ont bien vendu du riz bon marché qui a eu pour seule conséquence de faire s'effondrer le cours du riz local et de couler le secteur agricole. Les États-Unis et la Communauté internationale sont accusés par des observateurs sur place (l'ONG Partners in Health) de ne pas livrer l'aide pour accentuer la crise politique et pouvoir à l'issue des présidentielles placer un pantin plus favorable à l'oncle Sam. Directement responsable de ce sabotage, la fondation Bill Clinton qui était chargée de distribuer les fonds mettant le pays sous tutelle.

Les forces sociales et politiques progressistes du pays sont malheureusement toujours faibles dans ce pays qui ne pourra attendre sa libération de l'occupation étrangère et de l'oligarchie locale que par son auto-organisation et une nouvelle lutte émancipatrice, 200 ans après avoir proclamé la République. La première république noire de l'histoire si chèrement payée encore aujourd'hui.

Thibault Blondin

Source: hebdomadaire *Tout est à nous* ! n° 80 (02/12/10)

(1) Selon les scientifiques de l'US Centers for Disease Control and Prevention.

Françafrique

Retour sur une crise franco-ivoirienne

Lorsque ce bulletin paraîtra, le second tour des élections présidentielles ivoiriennes aura eu lieu, si tout va bien : jalon supplémentaire, mais non suffisant, dans la résolution de la crise politico-militaire que connaît la Côte d'Ivoire depuis dix ans. Parallèlement, la visite du secrétaire général de l'Elysée Claude Guéant à Abidjan, début octobre, a consacré la normalisation des relations diplomatiques entre le régime Gbagbo et l'Elysée. L'occasion de revenir sur le rôle joué par notre pays tout au long de cette crise.



Un pompier pyromane

Sans vouloir méconnaître les facteurs endogènes dans le déclenchement de la guerre civile ivoirienne, il faut noter cette

première coïncidence troublante : la tentative de coup d'Etat de septembre 2002 survient au lendemain de l'annonce de la remise en cause d'énormes intérêts économiques français en Côte d'Ivoire, les marchés jusque là attribués de gré à gré aux firmes tricolores devant être soumis à la concurrence des entreprises chinoises. La position de Bouygues, par exemple, paraît particulièrement menacée. La version officielle veut que, lorsque les rebelles lancent leur attaque, les services secrets français aient été pris de court. Les rébellions se sont pourtant entraînées et armées au Libéria et au Burkina Faso, avec la complicité de Charles Taylor et Blaise Compaore, deux dirigeants alliés de l'impérialisme français et liés aux réseaux francophones. Mieux, après la tentative avortée de coup d'Etat et alors que les rebelles continuent d'être approvisionnés depuis le Burkina, l'armée et les services secrets auraient été « aveugles et sourds pendant plus de trois semaines », selon Francis Blondet, alors ambassadeur de France au Burkina. On sait qu'il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre... Si l'on ne peut prouver que des réseaux francophones ont contribué directement au financement, à l'équipement et à l'entraînement des rebelles, force est de constater en revanche que ces derniers font l'objet d'un traitement de faveur de la part de l'armée française, au regard de situations analogues dans d'autres pays liés à la France par des accords militaires. La France refuse de faire jouer les accords de défense comme le réclame le président Gbagbo, et refuse même dans un premier temps tout soutien logistique, prétextant que ces accords sont « caduques », alors qu'ils continueront d'être invoqués, quelques années plus tard, pour justifier par exemple les interventions militaires françaises contre les rébellions centrafricaines. La France n'intervient officiellement que pour la protection de ses ressortissants, mais finit néanmoins par interdire aux rebelles, à leur grande surprise, de progresser au

Sud du pays et permet un rééquilibrage militaire au profit des forces loyalistes. Dans le même temps, l'opération Licorne dessine une « ligne de non franchissement » qui consacre durablement la partition du pays et sanctuarise les territoires contrôlés par ceux qui se baptisent « Forces Nouvelles ».

Du militaire au politique... du politique au militaire

L'Élysée a-t-il changé son fusil d'épaule après l'échec de la tentative initiale de coup d'État ? N'a-t-il voulu donner qu'un avertissement au régime de Gbagbo et maintenir sur sa tête une épée de Damoclès ? Comme l'expliquent les généraux français, le gel de la situation militaire permet en tout cas à la France d'exercer de fortes pressions au plan diplomatique. Tandis que les militaires français se flattent d'avoir contribué à maintenir l'unité politique des rebelles, menacée par des rivalités politiques sanglantes sur fond de pillages des ressources et des banques, l'Élysée impose en janvier 2003 les accords de Marcoussis. Les représentants de la rébellion et des partis politiques ivoiriens (mais pas le gouvernement) sont « invités » par le président Chirac à élaborer, sous la houlette du juriste gaulliste Pierre Mazeau, un scénario de sortie de crise, dont certaines clauses ne seront jamais acceptées par Gbagbo. Les rebelles, qui n'ont d'autre légitimité politique que celle que leur confère la prise des armes (la gestion maffieuse du Nord du pays qu'ils contrôlent démontrera rapidement que les revendications initiales contre l'ivoirité et les exactions racistes du régime Gbagbo n'étaient que prétextes), doivent se voir attribuer, en vertu de ces accords et dans le cadre d'un gouvernement d'union nationale, les ministères de l'Intérieur et de la Défense, soit le contrôle de toutes les forces sécuritaires. Pas moins ! Parallèlement, il est prévu l'affaiblissement des prérogatives présidentielles au profit d'un premier ministre « de consensus », mais validé par l'Élysée. Mais ni Seydou Diarra, ni Konan Banny, désignés selon ces modalités, ne parviendront à supplanter Laurent Gbagbo, même après la mise en place d'un « Groupe de travail international » (GIT) piloté par la ministre de la coopération française, B. Girardin, sous couvert de l'ONU, qui tente vainement de placer les institutions ivoiriennes sous tutelle à l'expiration officielle du mandat présidentiel.

Le point culminant des tensions franco-ivoiriennes est atteint fin 2004. Début novembre, les forces loyalistes entament une opération de reconquête et bombardent le Nord du pays pendant trois jours, sans que ni les forces de l'ONU, ni les forces françaises, censées garantir le cessez le feu, ne réagissent. Officiellement, celles-ci ont été surprises par les événements. En fait, les services français en ont suivi minutieusement les préparatifs et les présidents français et ivoiriens, comme l'a révélé Le Canard enchaîné, s'en sont entretenus par téléphone. Comme le reconnaîtra le général Poncet devant la justice française, le président Gbagbo a pu se croire tacitement autorisé par la communauté internationale à mener cette opération militaire. Mais après trois jours de bombardement du Nord, un camp militaire français est pilonné par des mercenaires slaves à la solde de Gbagbo. En représailles, les militaires français procèdent, peut-être sur ordre de l'Élysée, à la destruction immédiate de la quasi-totalité de la flotte ivoirienne. Les milices pro-Gbagbo se livrent aussitôt à des pillages et à des menaces contre les nombreux ressortissants français, qui seront évacués vers la France. L'intoxication dans les médias français atteint alors son paroxysme et l'on parle par exemple à la Une du Monde de corps décapités à la machette. On ne déplorera en fait aucun mort parmi les ressortissants français, mais l'armée française procède en revanche, à deux reprises, à des massacres délibérés de manifestants ivoiriens désarmés qui protestaient contre la présence militaire française. Après avoir pris possession militairement de l'aéroport et de certains points stratégiques de la capitale, une colonne de blindés français se dirige en effet « par erreur » vers la résidence de Gbagbo, avant de prendre

possession de l'hôtel Ivoire. L'ambassadeur français au Burkina reconnaîtra plus tard qu'une tentative de coup d'État a bien été envisagée par certains gradés français. Celle-ci sera finalement repoussée par l'Élysée, soit retour à la prudence, soit faute de prétendant crédible. Quant au bombardement initial de Bouaké, il demeure aujourd'hui inexplicable. Côté français, certains journalistes avancent la thèse d'une manœuvre de Gbagbo pour masquer l'échec de son offensive militaire. Scénario plausible, mais c'est la France qui, au grand désarroi des familles des soldats français décédés, a saboté l'enquête judiciaire, s'opposant par exemple à deux reprises à l'arrestation des mercenaires biélorusses impliqués (qui avaient été fournis par Montoya, ancien de la cellule « antiterroriste » de Mitterrand) et refusant de lever le secret défense sur les documents dont elle dispose, malgré l'avis favorable de la commission de déclassification.

Les bons comptes font les bons amis

Comme dans le dossier rwandais, c'est sous la présidence de Sarkozy que s'amorce la détente diplomatique, le pouvoir politique français s'étant résigné à l'éventuelle réélection du leader du FPI, tout en maintenant des liens privilégiés avec les autres candidats Bédié et Ouattara. S'il s'agit incontestablement d'une victoire politique du président ivoirien contre l'ancienne puissance coloniale, celle-ci s'est accompagnée et a été facilitée par une soumission économique renouvelée... Si la rhétorique anti-impérialiste fait toujours partie du fond de commerce politique du président Gbagbo, celle-ci ne trompe plus grand monde. Dès 2004, Bolloré avait récupéré de gré à gré la gestion du terminal à conteneur du port d'Abidjan et certains capitalistes français avaient tenté d'appuyer une détente franco-ivoirienne par le biais du Cercle d'amitié et de soutien au Renouveau Franco-Ivoirien (CARFI). La sortie de crise a coïncidé avec un retour en force des grandes entreprises françaises qui se sont empressées d'engranger des contrats avant la tenue des élections : Bolloré, Vinci, CFAO, Alcatel, Technip, Bivac, Bureau Veritas, France Telecom, Sagem, Aéroport de Paris, BNP Paribas, etc. Et bien sûr Bouygues, qui, déjà présent dans l'eau et l'électricité s'est implanté dans les hydrocarbures et a récupéré la construction du troisième pont d'Abidjan qui menaçait de lui échapper en 2002... Dernier en lice : Total, qui vient de faire son entrée dans l'exploitation du pétrole offshore.



En contrepartie, la France a soutenu la Côte d'Ivoire auprès de FMI et de la Banque Mondiale dans le cadre du programme PPTE (Pays pauvre très endetté), lui permettant d'obtenir une restructuration de sa dette auprès du Club de Paris (groupe de créanciers). Enfin la coopération sécuritaire entre les deux pays a repris, et si la base militaire française est officiellement dissoute, il est peu vraisemblable que les soldats français quittent en

totalité le pays, même après la fin de la période électorale. Enfin, toujours à la remorque du gouvernement français sur cette question, quelques poids lourds du parti socialiste français, qui a quelques chances de l'emporter en 2012, sont allés faire amende honorable auprès de Gbagbo, qu'ils avaient un temps jugé « infréquentable ».

Robin Guébois

2010 : libérons-nous de 50 ans de Françafrique !

« Après la proclamation de l'indépendance des anciennes colonies françaises d'Afrique, des réseaux politiques et économiques ont assuré la continuité du pillage du continent africain, au profit notamment des hommes de pouvoir en France, en plaçant des dictateurs corrompus à la tête des États nouvellement indépendants. 50 ans après, et malgré les discours de rupture, la Françafrique est toujours d'actualité... » Campagne à suivre : <http://www.afrique2010.fr/>

Internationalisme

Rencontre fructueuse entre l'UNIR/PS (Burkina Faso) et le NPA (France)

Pour la deuxième fois une délégation du groupe de travail « Afriques » (GTA) du NPA a rencontré un représentant de l'UNIR/PS (l'Union pour la Renaissance/Parti Sankariste) du Burkina Faso.

Cette organisation qui est née en mars 2009 est le fruit de l'unification de plusieurs organisations sankaristes l'UNIR/MS, la CPS (Convention Panafricaine Sankariste) une partie du FFS (Front des forces sociales) et des indépendants. Elle se réclame de l'action de Thomas Sankara qui reste une référence sur le continent africain. Il a entrepris une politique indépendante des puissances impérialistes en se basant sur les organisations populaires, et a développé une politique d'autosuffisance. Avec la bénédiction de la France, il fut renversé et assassiné. L'UNIR/PS est la principale organisation de l'opposition avec une représentation parlementaire de cinq députés et de dizaines d'élus dans les municipalités. D'autres organisations de l'opposition siègent aussi à l'Assemblée Nationale, notamment le PDS (Parti pour la Démocratie et le Socialisme), Metba Faso (Metba en mooré veut dire bâtisseur et Faso en en dioula signifie patrie ou république) le FFS (Front des Forces Socialistes) se réclamant elle aussi du sankarisme. La question de l'unification de celle-ci et de sa capacité à présenter une réponse alternative au gouvernement de Blaise Compaoré est d'ailleurs un débat qui traverse l'ensemble de l'opposition.

Après avoir dirigé le coup d'Etat contre Thomas Sankara, Blaise Compaoré s'est installé au pouvoir depuis maintenant 24 ans. Ainsi au fil du temps, il est devenu une pièce maîtresse dans le dispositif de l'impérialisme français, jouant à tour de rôle le pyromane et le pompier dans la crise ivoirienne, intervenant aussi comme médiateur en Guinée. Toujours aux ordres de Paris il a accepté sans sourciller le stationnement des troupes françaises, plus d'un millier de soldats, dans la lutte contre Al Qaeda au Maghreb Islamique ainsi que les injonctions du FMI et de la Banque Mondiale et devient également terre d'accueil des OGM malgré l'opposition des paysans. Compaoré a bien compris que servir docilement l'impérialisme français, au détriment de son propre pays, est le gage de sa longévité au pouvoir, même si l'implication de son frère dans l'assassinat du journaliste Norbert

Zongo, journaliste respecté dont les enquêtes d'investigation sur la corruption gouvernementale était très populaire, provoquera une immense mobilisation populaire qui a failli le renverser. Les élections présidentielles de novembre 2010 présentent une particularité pour un pays de 16 millions d'habitants dont trois seulement sont sur les listes électorales et la moitié seulement pourront voter car titulaire d'une carte d'identité. Ainsi des millions de personnes sont, de fait, écartées du droit de vote. En parallèle de la campagne électorale, le CDP (Convention pour la Démocratie et le Progrès) parti présidentielle, fait de l'agitation autour de l'abrogation de l'article 37 qui permettrait au président en place de se porter de nouveau candidat en 2015.

L'UNIR/PS a décidé de présenter Bénéwendé Stanislas Sankara (il n'y a pas de lien de parenté avec Thomas Sankara) à ces élections présidentielle. Avocat, il assurera la défense des salariés licenciés des entreprises privatisées, sera aussi l'avocat du collectif Norbert Zongo et participe activement à la campagne internationale « justice pour Thomas Sankara ». L'UNIR/PS se positionne sur un programme de défense des acquis sociaux des populations frappées de plein fouet par la crise alimentaire. En effet, entre 2007 et 2008, le riz a augmenté de 34% et l'huile, toujours sur cette même période, de 132 % ! Mais aussi par la vague de privatisation qui a enrichi le clan du pouvoir en provoquant des milliers de licenciements, en augmentant les prix pour les consommateurs et pour des prestations rendues dégradées.

Nos deux organisations sont tombées d'accord sur l'importance de continuer et d'approfondir nos relations, d'autant que l'implication de l'impérialisme français, tant au niveau économique, politique et militaire sont importantes au Burkina Faso. Un large accord s'est dessiné sur l'importance que les forces de la gauche radicale en Afrique puissent se rencontrer, partager les expériences de lutte, réfléchir ensemble sur les alternatives à construire face à la domination impérialiste et engager les luttes à l'échelle continentale. L'échéance du forum social qui se déroule à Dakar en février 2011 sera, sans conteste, une importante étape vers cet objectif.

Le groupe de travail « Afriques » (GTA) du NPA

A lire

Bêtes Sans Patrie, de Uzodinma Iweala (2005)

Traduit de l'anglais par Alain Mabanckou (2008)



**Bêtes
sans patrie**
Uzodinma
Iweala



Éditions de l'Olivier

La guerre à laquelle se livrent les « *bêtes sans patrie* » est atroce, ambiguë, jamais identifiée mais violemment énoncée. Inversion des rôles de victimes et bourreaux sans âge. Uzodinma Iweala raconte cette dissolution du libre arbitre, avec une empathie frénétique. Et un doute lancinant, obsédant : qui parle?

Agu raconte, avec une sincérité crue, son ascension, à son corps défendant, d'enfant soldat

dans une de ces guerres qui ravagent l'Afrique. Car le pays, jamais nommé, nous rappelle encore plus violemment que ce déferlement d'horreurs et d'absurdités pourrait avoir lieu en Sierra Leone, au Liberia, en Côte d'Ivoire, au Congo... Agu pose la dérangeante question de la culpabilité des enfants dans un monde qui les dénature jusqu'à la folie, la schizophrénie ou le mutisme. Agu était un enfant normal avant la guerre, il allait à l'école, adorait lire, aidait ses parents. Et puis l'irracontable, une volonté irrépressible de meurtre : il accepte de massacrer les autres : *"Je veux tuer ; je ne sais pas pourquoi. Je veux simplement tuer. D'un coup je vois on dirait c'est un animal devant moi, je veux le tuer."* Endoctriné par ses supérieurs qui lui disent que c'est son *"boulot de soldat"*, sans autre choix qu'obéir à un commandant pédophile qui lui martèle qu'il ne tue pas des êtres humains mais des animaux ! Tableau obscène d'une errance

macabre où les enfants sont enrôlés pour servir de chair à canon, subir violence et rapports de force. Récit incisif, précis, visuel, appel à la résistance contre l'anéantissement et la souffrance en silence. La ponctuation est rare, les mots disent les idées avec une cruelle naïveté.

La traduction magnifique d'Alain Mabanckou restitue et sublime la langue d'Uzodinma Iweala, faite de bruits et de silences. Pari osé de trouvailles linguistiques, néologismes et onomatopées qui collent à la musicalité du texte. Il donne à entendre le pidgin, cet « anglais pourri », chaotique et déstructuré du Nigéria, selon l'expression de William Boyd à propos d'une autre œuvre. Impossible en effet de ne pas inscrire *Bêtes sans patrie* dans la filiation du magistral *Sozaboy* (Saro Wiwa est en effet le premier écrivain à avoir abordé la problématique des enfants soldats dans la guerre du Biafra avec le personnage troublant de Méné), de *Johnny Chien Méchant d'Emmanuel Dongala* sur le Congo ou encore d'Ahmadou Kourouma avec *Allah n'est pas obligé* sur les guerres de Sierra Leone et du Liberia. Ces romans racontent des vies minuscules dans une langue totalement désintégrée, réinventée pour traduire l'asphyxie et l'anéantissement, la déshumanisation de corps réifiés ou bestialisés : un « *petit minimum de corps charbon* », ainsi qu'Agu décrit les soldats. « *Ces gens autour de moi ils ressemblent tous à je ne sais pas quelles ethnies de bêtes sauvages, ils ne sont plus des êtres humains.* », « *morceau de viande qu'ils veulent découper avec un couteau.* » La guerre animalise et chosifie les corps pour légitimer leur mise à mort. La sincérité désarmante mais jamais infantilisée du petit Agu, 10 ans, a recours à un humour amer pour accepter l'inacceptable.

Un monologue-confession halluciné dans une langue torturée à outrance pour dire les viols, pillages, raids, tueries, et convoquer une violence glaçante, insoutenable. Plus loin que le réquisitoire évident contre « les choses de la guerre », ce roman sonne comme le gémissement tragique d'un griot habité.

Gisèle Felhendler

A écouter

Cases Rebelles



Cases Rebelles Emission web de révolutionnaires noirEs en colère

Emission N°6 - Novembre 2010 : Ndingema nasemthini nokuba kusesibondeni (Je monterai à l'arbre même s'il n'a pas de branches)

Critique du film « Venus noire », Ebenezer Obey « Aimasiko »;

Traduction : « Févryé 74 » de Kolo Barst, *Kolo Barst « Févryé 74 »* ; Petit dictionnaire partial et partiel de la négrophobie : La lettre A, *J.B. Lenoir « Alabama Blues »* ; La lettre B, *Sked Skwad « M'appelle pas black »*

Boogie Down Productions « The Bridge is over » (instrumental); Chants de femmes Lobi du Burkina Faso

50 ans après l'assassinat de Patrice Lumumba: vérité, justice et réparation pour le peuple congolais.

Appel à manifester le dimanche 16 janvier 2011, à 14h00, départ place du Trône, à Bruxelles.

50 ans après son assassinat, le 17 janvier 1961, Patrice Lumumba reste le symbole de la lutte panafricaine pour l'indépendance du Congo et l'émancipation des peuples. Son combat reste une source d'inspiration à travers le monde. Premier ministre du Congo nouvellement indépendant, élu démocratiquement par le peuple congolais lors d'élections organisées par la Belgique, il fut assassiné, six mois plus tard, ainsi que plusieurs de ses compagnons, parce qu'il a tenté de libérer son pays du joug colonial et néo-colonial.

De nombreuses preuves démontrent la responsabilité entre autres des gouvernements belge et américain dans le sabotage du gouvernement Lumumba, dans l'organisation de ces multiples meurtres, et dans la mise en place du gouvernement fantoche de Mobutu, dictateur corrompu au service des gouvernements occidentaux et de leurs multinationales.

Nous estimons que pour la démocratie congolaise et pour la démocratie belge, il est essentiel que cessent la désinformation et l'impunité qui couvrent ces crimes de lèse humanité, et que les victimes et leurs familles, mais aussi les peuples belges et congolais aient enfin droit à la vérité, la justice, et la réparation. [...]

REFUSONS L'IMPUNITÉ ! RENDONS HOMMAGE AUX COMBATTANTS DE LA LIBERTÉ ET DE L'INDÉPENDANCE ! SOUTENONS LA LUTTE DU PEUPLE CONGOLAIS POUR SA SOUVERAINETÉ, POUR L'INTÉGRITÉ DE SON TERRITOIRE ET LA DÉFENSE DE SES RICHESSES NATURELLES !

Premiers signataires: CADTM Lubumbashi, CADTM Belgique, Oasis Ndjili, Balufu Bakupa-Kanyinda (Cinéaste), Francine Mestrum (Global Social Justice), Égalité, Bruno Jaffre (Coordinateur de la plateforme Vérité Justice pour Thomas Sankara), Organisation Guyanaise des Droits Humains, FNDP (Forum national contre la dette et la pauvreté (Côte d'Ivoire), le Collectif des militants du Maroc de l'Immigration d'Action et de lutte, Comité pour les droits humains « Daniel Gillard », Collectif « Venezuela 13 Avril », Comité organisateur du colloque international de Charleroi sur la pensée de Lumumba (Albert Kisonga),...

FORUM SOCIAL 2011 EN ROUTE POUR DAKAR

Du 6 au 11 février 2011 à Dakar (Sénégal)

Site du Forum social mondial : http://www.forumsocialmundial.org.br/index.php?cd_language=3

Site du Forum social mondial de 2011 : <http://fsm2011.org/fr>

Le Forum Social Mondial (FSM) reviendra en Afrique en 2011, plus précisément au Sénégal. [...] Le retour du FSM en Afrique peut être interprété comme un message à la fois idéologique et politique. Sur le plan idéologique, les acteurs du FSM semblent lancer un défi au système néolibéral et à ses instruments, notamment la Banque mondiale, le FMI et l'OMC, pour leur signifier qu'ils vont les affronter en Afrique, considérée comme l'un des points faibles dans la résistance aux politiques néolibérales. Le retour du FSM en Afrique est sûrement l'expression d'une solidarité active du mouvement social international avec les luttes des mouvements sociaux et peuples africains. [...]

Tchep diène ou yap, poulet nyembwe ou yassa, couscous bil meslene ou matoutou sauce gombo, accompagnés d'attiéké, d'alloco, d'ablo ou d'igname, le tout arrosé de bissap et de vin de palme bien tapé, et consommé sans modération entre gens de bonne compagnie!

Afriques en lutte vous souhaite « Happy Kwanzaa », « Bónaná », et surtout, SURTOUT... que l'Afrobeat soit avec vous!



POUR NOUS CONTACTER, e-mail: afriquesenlutte@yahoo.fr; site: www.afriquesenlutte.org
NPA : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil - site : <http://www.npa2009.org>